



Décision n° 004/116/2024

Portant création d'une régie de recettes

Pour la gestion du marché d'Exploitation du service de location de vélos à assistance électrique

Le Président de la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriale relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2020 autorisant le Président à créer des régies comptables en application de l'article L2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 14 mars 2024

DECIDE

Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes prolongée pour la gestion du marché d'exploitation du service de location de vélos à assistance électrique ;

Article 2 : Cette régie est installée 14 rue Gabriel de Kerveguen, 97490, Sainte-Clotilde ;

Article 3 : La régie encaisse les produits résultant de la prestation d'exploitation du service de location de vélos à assistance électrique (locations et services attachés, dépôt de garantie, services de livraison, frais de maintenance et services d'assurances usagers) ;

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant :

Prix de la prestation (à l'exclusion du dépôt de garantie) : Carte bancaire

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur du service d'une facture ;

Le dépôt de garantie (réalisé par la signature d'un mandat SEPA consenti par l'utilisateur) ne sera perçu que dans les cas où le vélo ne serait pas restitué ou dans le cas où il serait restitué dans un état non satisfaisant au regard des conditions générales de vente. Il sera alors considéré comme une recette au même titre que les autres recettes désignées à l'article 3.

Article 5 : Le paiement est immédiat pour la première mensualité et différé pour les autres mensualités selon l'échéancier.

Le régisseur assurera le suivi du recouvrement des demandes de paiement et la relance amiable des redevables lorsque la date de paiement indiquée sur la facture initiale sera dépassée. Dans le cas d'envoi d'un courrier de relance, le délai de règlement est fixé à 15 jours maximum à compter de l'envoi de ce courrier ;

La régie relatera par ailleurs aux usagers du service de location des vélos, des services d'assurances proposés par le prestataire LOC'VELO.

Le reversement du prix de l'assurance à LOC'VELO sera réalisé par la CINOR.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques de la Réunion ;

Article 7 : L'intervention des mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination ;

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 € ;

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire de la CINOR le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et **au minimum une fois par mois** ;

Article 10 : Le régisseur verse auprès de la CINOR la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les 15 du mois, et **au minimum une fois par mois** ;

Article 11 : Le Président et le comptable public assignataire de la CINOR sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Denis le 29 MARS 2024

LE PRESIDENT

MAURICE GIRONCEL

Le Président

Maurice GIRONCEL

